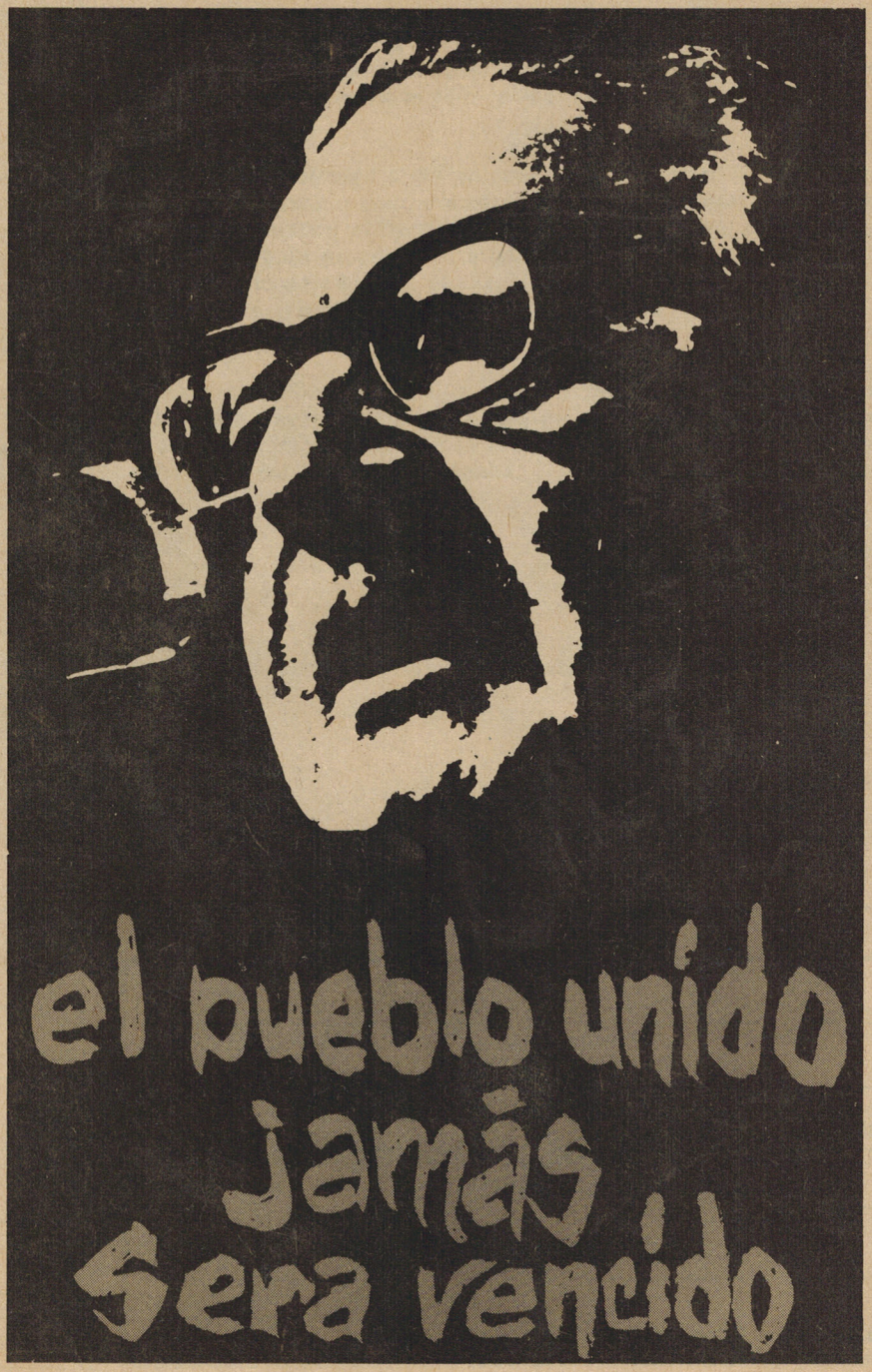
JANVIER 1974 - NUMÉRO 3

CHILI-QUEBEC INFORMATIONS



COMITÉ DE SOLIDARITÉ QUÉBEC - CHILI, 356 Ontario Est, Montréal 129.

LETTRE AUX CAMARADES ET AMIS DU COMITÉ DE SOLIDARITÉ QUÉBEC-CHILI

Un mois et demi a passé depuis la dernière assemblée du Comité. Depuis ce temps, différentes tâches ont été accomplies. Le comité d'accueil s'est mobilisé pour accueillir les réfugiés qui devaient arriver début janvier. Le 18 janvier, 66 personnes sont arrivées à Montréal. Le comité s'est constitué de façon autonome pour venir en aide aux réfugiés du Chili. On peut rejoindre le Comité au 400 Boulevard Maisonneuve Ouest, suite 1250, métro Place des Arts, téléphone 288-8841.

Le comité de documentation et de diffusion assure maintenant la diffusion aux média d'information et aux militants et sympathisants du Comité du Bulletin de l'"Agence Chilienne de Contre-Information". A chacun d'assurer la diffusion la plus large. L'information est un pré-requis à la mobilisation des Québécois qui vise à soutenir le peuple chilien dans sa lutte contre une dictature fasciste et pour sa libération.

Un projet de deuxième campagne de financement a été préparé et sera proposé à l'assemblée générale du 29 janvier. On compte sur la collaboration de chacun pour atteindre notre objectif. Cependant, la campagne réussira d'autant mieux que l'information sur la situation chilienne deviendra plus massive et atteindra le plus de gens possible. Aussi, nous comptons sur vous pour proposer ou organiser une réunion d'information sur le Chili dans votre milieu (école, usine, syndicat, comité de citoyens, etc...). Un montage de 140 diapositives avec une bande sonore existe en plusieurs copies au Comité. Il traite du Chili avant et après le coup d'état.

La répression sous toutes ses formes continue au Chili; le peuple organise sa résistance et compte sur l'appui des gens épris de justice et de liberté à travers le monde. Aussi, ce n'est pas le temps de relâcher notre appui. Cette lutte nous concerne de très près, l'impérialisme et la réaction qui tentent de s'imposer au Chili ont une stratégie à l'échelle de tout le continent. Notre libération en dépend.

Soyons solidaires,

Jusqu'à la victoire, toujours

Nous vaincrons.

Nom _____

_____

Adresse _____

_____

_____

Tél.: _____

_____ Date _____

nom de votre banque ou caisse populaire

_____

adresse de la succursale

No. de Compte

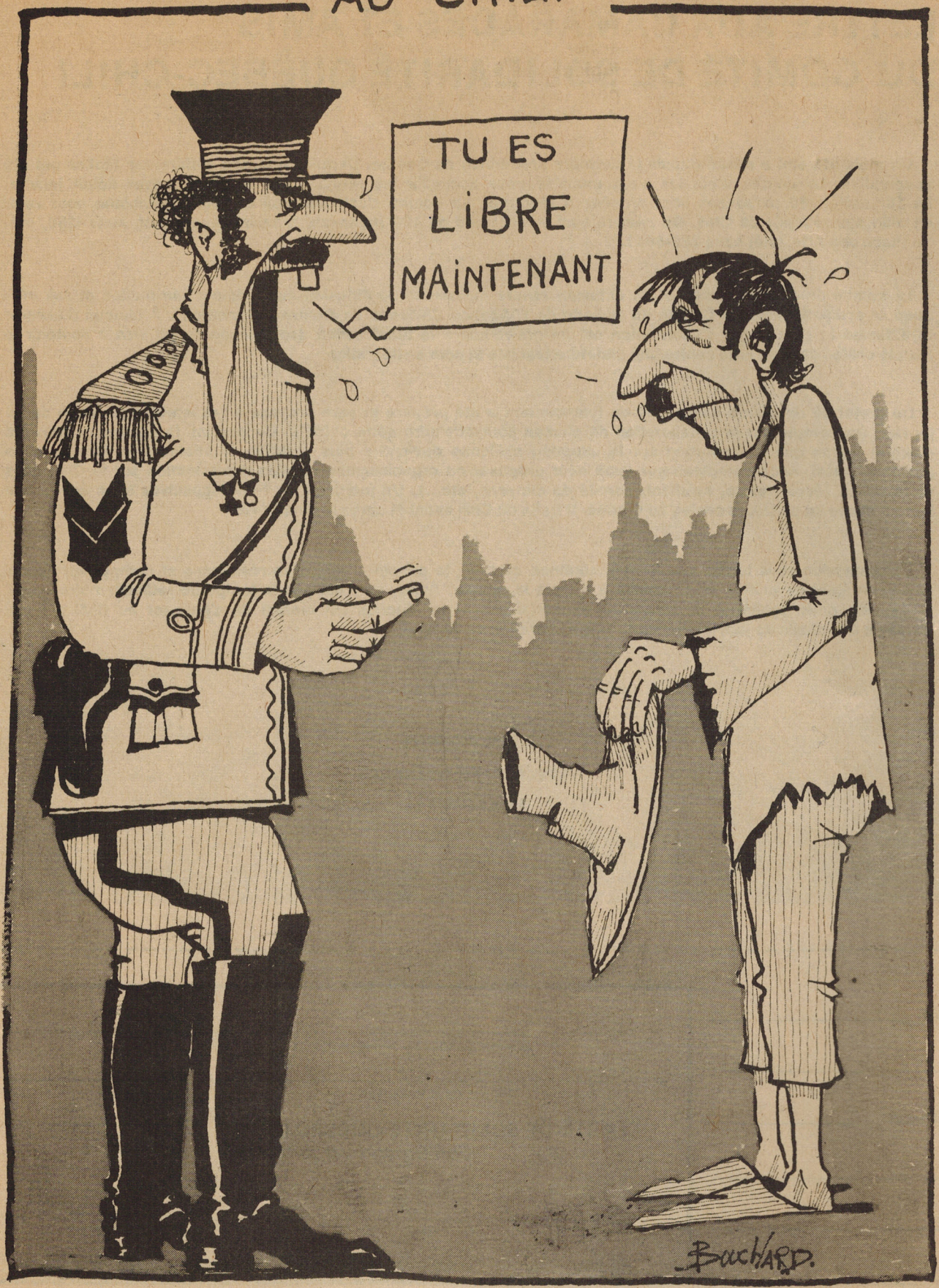
COMITE DE SOLIDARITE QUEBEC CHILI
356 Ontario Est, Mtl. 129.

$ _____

_____ $\overline{oo}$ Dollars

Signature: _____

AU CHILI



MOUVEMENTS DE SOLIDARITÉ

Les actes de solidarité envers le peuple chilien continuen de se multiplier dans le monde entier. En plus d'aider les réfugiés et de collecter des fonds pour la résistance, les Comités de Solidarité qui fonctionnent un peu partout (ou en compte 7 importants au Canada) font un travail d'information et de formation très intéressant:

- en publiant des nouvelles que la presse bourgeoise refuse de publier ou tarde à publier.

- en faisant des analyses, en organisant des conférences-débats, en constituant des dossiers sur les événements chiliens et en tirant des leçons des réactions internationales.

- en incitant à des actions précises qui ont des résultats immédiats: occupation des bureaux de l'immigration par les Comités Etudiants simultanément à Montréal et dans d'autres villes du Canada; occupation d'ambassade et sequestration de VILLARIN à Paris; manifestations internationales en Europe, etc.

Il faut rappeler aussi que des organismes internationaux ont pris position contre la Junte qui est très sensible à ce type de réactions (les Nations-Unies, Amnistie Internationale, Ligue des Droits de l'Homme, etc.)

Un tribunal RUSSEL 2 a été formé pour dénoncer les crimest et tortures en Amérique Latine et particulièrement au Chili. Russel 1 avait joué un rôle primordial pour rendre publics les crimes de guerre US au Vietnam.

NOUVELLES DE LA RÉSISTANCE

La Junte militaire a du mal aujourd'hui à cacher qu'il existe non plus seulement des "foyers" de résistance mais une résistance organisée qui fonctionne tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. ALTAMIRANO avait fait un discours et une conférence de presse à Cuba et un porte-parole du gouvernement chilien déclarait encore à la télévision qu'il était impossible qu'il soit sorti du pays.

Les faits les plus marquants à noter sont:

- la sortie du Chili de l'homme le plus recherché par la Junte, ALTAMIRANO qui a lancé depuis Cuba des appels à la constitution d'un Front avec une direction unique. Il a déclaré qu'il retournerait dans son pays comme il en était sorti quand son parti et le Front le jugeraient utile.

- des actions qui paraissent plus concertées à l'intérieur du pays et assez retentissantes pour qu'on ne puisse plus les cacher: actes de sabotage, attentats affrontements avec les militaires)

- Une information qui commence à s'organiser. Le bulletin de Contre information publié par les Chiliens à Montréal doit bientôt paraître conjointement dans plusieurs capitales Mexico Paris Rome. Ce bulletin est une preuve de plus qu'il existe des liens entre la résistance intérieure et extérieure.

LE CONTRÔLE DE L'INFORMATION: UN INSTRUMENT PUISSANT ENTRE LES MAINS DES MILITAIRES

Le 11 septembre 1973, les militaires des trois forces armées (air, terre et mer) ainsi que les carabineros écartaient brutalement du pouvoir le gouvernement Allende et la démocratie, même si celle-ci était une création bourgeoise encore presque totalement sous son contrôle. Aux noms de Dieu, de la Justice et de la Patrie, des milliers de Chiliens et autres latino-américains étaient sacrifiés sur l'autel de "la lutte au communisme international". Pour permettre au peuple chilien de retrouver cette liberté soi-disant perdue, toutes les libertés étaient suspendues. Pourtant, au témoignage de fort nombreux latino-américains, jamais dans un pays sud-américain autant de liberté n'avait existé: les moyens de communication représentaient toutes les tendances, de l'extrême-gauche au fascime à découvert (Allende faisait souvent noter qu'on ne pouvait parler de "liberté de presse', mais du "libertinage de la presse'); les librairies étalaient l'éventail le plus complet de la littérature mondiale (et souvent jusque dans la langue du pays d'origine). L'entrée et la sortie du pays étaient fort peu réglementées. Et les travailleurs commençaient à conquérir le droit d'exister. Tout cela, et bien plus encore, n'existe plus aujourd'hui; et si l'on en croit la junte qui dirige le pays, pour de fort nombreuses années à venir.

Recenser toutes les libertés perdues — à partir de celle de sortir de sa maison entre 23 heures et 5 heures jusqu'à celle d'avoir en sa possession des billets de banque avec des inscriptions politiques dessus — serait fastidieux; il faudra quand même s'y résigner un jour, car on n'a pas idée de ce que des maniaques de l'ordre peuvent inventer... Pour le moment, contentons-nous d'étudier un seul aspect de la question: la liberté d'information.

Le 11 septembre, une des premières actions de la junte fut d'abord d'occuper tous les postes de radio de gauche, puis bientôt d'exiger que tous les postes (tant de droite que de gauche) émettent une programmation unique, préparée par la junte. Il en était de même pour la télévision. Quant aux journaux, ils furent tous interdits pour quelques jours, puis deux premiers journaux de la chaîne Edwards reçurent la permission de paraître, après avoir été censurés. Et progressivement d'autres purent être imprimés, tous de droite évidemment: ils devaient cependant s'autocensurer. La junte savait qu'elle n'avait rien à craindre, car depuis des mois sinon des années, ils diffusaient le type d'information désiré. Quant à la radio, seuls les postes de droite continuaient, regagnant progressivement leur soi-disant liberté: mais toute la programmation était occupée par de la musique (fort souvent militaire), par des romans feuilletons historiques, et par des nouvelles fournies par l'organe officiel de la junte. Après près de deux mois de ce régime, les postes de radio ont pu produire leurs propres émissions de nouvelles, mais en conservant celles du gouvernement à certaines heures.

Depuis qu'on a compris l'importance de l'idéologie dans le maintien de la domination d'une classe sur les autres, on reconnaît le rôle stratégique des moyens d'information dans cette fonction. Alors que dans les pays à régime dit démocratique, cette fonction s'exerce souvent subtilement, ici au Chili on ne s'embarrasse pas de délicatesse ou de camouflage: le contrôle sur l'information est direct, et il permet quatre types d'action:

1) Taire ce qu'on veut cacher.

La nuit, on entend des coups de feu, des explosions: on ne trouve pourtant rien sur la résistance dans les media d'information. De temps à autre, on parlera bien d'une "action rapidement matée par les forces de l'ordre", mais pas plus. De pertes militaires, jamais; et pourtant il y en a: les décorations post mortem se multiplient...

Du côté travail, rien ne filtre non plus: les quatre grèves du mois d'octobre, les sabotages dans les industries...

Quant à la répression, évidemment encore rien: la torture maintenant érigée en système, les exécutions sommaires, les liquidations, les emprisonnements préventifs, etc, sont des sujets tabous. Au point que les journaux publient chaque jour des lettres de lecteurs s'indignant de ce qu'à l'étranger, on raconte de telles histoires sur les supposées brutalités des militaires chiliens.

2) Contrôler et déformer ce qu'on ne peut éviter

La presse internationale a tellement parlé de ce qui se passait au Chili qu'on ne peut totalement l'ignorer: dans ce cas, aussi bien "prendre le taureau par les cornes" et reproduire des bribes de cette information, en la "présentant" et la commentant; ainsi, on peut lui enlever tout effet. C'est de cette façon qu'on a systématiquement procédé avec la tournée internationale de Mme Allende.

Au plan local, il y a également des faits qu'on ne peut cacher, surtout ceux qui viennent aux oreilles d'étrangers qui disposent de moyens pour diffuser en dehors du pays. Tous les "in-

Suite p. 7

cidents" survenant autour des ambassades entrent dans cette catégorie. Et la tactique de la junte est toujours la même: d'abord permettre la diffusion simultanée de plusieurs versions, ce qui brouille immanquablement la situation, puis ensuite donner une version officielle, la "vérité", qui évidemment donne le beau rôle aux militaires.

3) Détourner l'attention des vrais problèmes

Par définition, les moyens d'information existent pour diffuser les nouvelles; et quand il ne se passe rien, ou, comme dans le cas du Chili, quand on veut taire la majorité des faits, on crée la nouvelle. Depuis le coup d'état, le processus est particulièrement notable aux bulletins de nouvelles de la télévision, qui la plupart du temps n'arrivent pas à occuper toute la demi-heure qui leur est dévolue. Aussi donne-t-on une importance exagérée à des faits divers du genre crimes passionnels, ou encore au sport. Suivant le modèle brésilien, le futbol (soccer pour les Québécois) est mis de l'avant dans une fort évidente volonté de le convertir en passion nationale; l'altercation avec l'équipe nationale russe a fourni un excellent prétexte pour activer cette campagne.

4) Transmettre directement son idéologie

Il est facile pour la junte de démolir moralement un adversaire déjà assassiné physiquement; cependant, il est tellement évident qu'aux yeux d'une partie importante de la population ce crime ne se justifiait nullement qu'on comprend l'acharnement à poursuivre la dénonciation d'une victime qui n'a aucun droit de réponse. Pour l'instant donc, le thème dominant du message qu'on veut transmettre tourne autour de la justification de l'action des forces armées; l'éloge des avantages de la liberté des prix et de l'économie de marché est cependant en train de prendre la première place; surtout que là-

Suite p. 8

Suite de la p. 7

encore, cette nouvelle politique économique tarde énormément à faire montre des fameux avantages qu'on lui attribue tant; c'est plutôt le contraire qui se passe...

Les forces armées ont agi et poursuivent leur travail pour le plus grand bien de la population. Elles sont constituées de héros qui se sacrifient sans attendre aucun avantage personnel de leur situation. Sous leur protection, la population peut se sentir en sécurité: les voleurs n'ont jamais eu la vie aussi dure, ni les trafiquants de drogue. Partout en province, les opérations de ratissage se convertissent en "missions d'aide aux paysans". Les bidonvilles de Santiago reçoivent la visite fréquente des membres du gouvernement, qui s'indignent du sort que le régime antérieur leur a fait.

A ces héros qui ont été forcés de prendre les armées, il fallait opposer des ennemis sur lesquels on puisse tourner son agressivité sans danger de soulever trop de réactions; car s'il fallait identifier ouvertement le grand responsable du régime antérieur, c'est-à-dire le prolétariat chilien, on contribuerait à activer une lutte de classes qu'on s'efforce à tout prix d'étouffer. Les ennemis deviennent donc tous ces étrangers (Boliviens, Brésiliens, Uruguayens et Cubains surtout) qui, à la solde du communisme international, sont venus contrôler la politique du pays; ils ont malheureusement réussi à entraîner quelques Chiliens qui se sont laissés intoxiquer, mais ces derniers devraient se rendre à l'évidence, faire amende honorable et travailler la main dans la main avec les sauveurs du peuple chilien. Quant aux étrangers, plusieurs ont déjà été éliminés, d'autres ont été refoulés vers leur pays d'origine et les derniers éléments nocifs sont parqués dans des camps de réfugiés, qui seront d'ailleurs déménagés avant le 3 février prochain.

De notre correspondant au Chili
S.M

SUITES DU "SEPTEMBRE NOIR" CHILIEN
QUELQUES LECONS A RETENIR AU QUÉBEC

Début juillet 1973, à Santiago on respire; les tanks de Souper n'ont pas atteint le but visé par les conjurés du 29 juin. C'est une chance de plus pour l'Unité populaire de canaliser vers un objectif précis toutes les forces qui en mars encore avaient signifié un appui non équivoque à un gouvernement qui entendait utiliser le cadre bourgeois de l'Etat pour tracer la voie chilienne vers le socialisme.

Le 4 septembre, c'est l'imposant défilé pro Allende dans les rues de Santago. Puis, le bistouri Pinochet entre en action le 11 septembre... pour s'arrêter où et quand?

Dès les premières dépêches mentionnant le coup chilien, un intérêt suivi se manifeste. Pourquoi cet intérêt? On se rappelle vaguement qu'un projet militaro-sociologique était sorti du Pentagone en 1964 sous le code CAMELOT, visant à contrer tout changement radical dans cette partie du monde. En février 1966, embarrassé qu'on l'interroge sur Camelot en pleine Assemblée nationale, Jean Lesage avait nié toute connaissance d'un projet frère de Camelot pour le Québec: projet REVOLT.

A ce sujet, Lesage parlait de loustics, mais est-ce que les grands yeux yankees ne scrutaient pas déjà tout autant le Québec que le Chili? Au besoin par universitaires interposés!

Et de même que la frousse créée autour de la réforme scolaire peut expliquer en partie la fin du régime Lesage, le projet d'écoles unifiées d'Allende, fort discuter à partir de juillet 1973, peut expliquer en partie que certains démocrates (chrétiens?) aient cru devoir choisir alors entre l'école unifiée à la Allende et la pseudo "révolution dans la liberté" d'Eduardo Frei.

Au Québec comme au Chili les espoirs de changement ont été perçus avec grand enthousiasme par les militants; au Chili, on a aussi vécu la progression d'un "back-lash" face aux bribes de pouvoir qu'arrachait le peuple aux classes dominantes. Au Québec, on a connu la Loi sur les mesures de guerre et la Loi 19, suivie de l'emprisonnement des chefs syndicaux. Notre "démocratie" se justifie en parlant de la sécurité de l'Etat et des services essentiels; la Junte militaire invoque la sécurité et la reconstruction nationale. L'ampleur des mesures répressives n'est pas comparable mais la tolérance des possédants du Québec se fait de moins en moins patiente face aux aspirations des milieux populaires.

L'expérience de la classe ouvrière et des masses chiliennes a aussi servi de modèle à certaines initiatives de la base, au Québec: développer la conscientisation, créer des embryons d'un pouvoir populaire au niveau des quartiers, dans des services de santé, d'alimentation, dans des organisations ouvrières plus combatives. Au Chili, les mitraillettes ont fauché ce pouvoir populaire que de longues années de lutte avaient réussi à bâtir.

Chiliens et Québécois ont senti presque simultanément les coups portés à un pouvoir qui ne voulait tenir compte qu des besoins du peuple plutôt que des intérêts de ces compagnies multinationales voraces, dénoncées sans ménagement par Salvador Allende à la tribune de l'ONU le 4 décembre 1972. Allende le médecin s'attachait davantage à ce litre de lait quotidien promis à chaque petit Chilien qu'à ce blocus insolent des intérêts capitalistes, ces "forces qui opèrent dans l'ombre, sans drapeau".

Ce n'est pas un chant funèbre que les Québécois entonnent pour le Chili populaire. C'est un cri de rage qui les rend plus déterminés à combattre les forces qui, là comme ici, contrôlent leurs intérêts, prêchent le corporatisme et veulent bien tolérer une opinion libre et des organisations de travailleurs, à condition qu'elles ne menacent pas les gras bénéfices tirés d'une main-d'oeuvre "autochtone" méprisée.

DÉPÊCHES DE PRENSA LATINA

L'ÉCONOMIE CHILIENNE

(PL - 10 janvier) La Junte militaire a décidé, de façon définitive, de ne pas équilibrer les salaires par rapport à la hausse énorme du coût de la vie. Voilà ce qui découle de l'annonce faite par le chef de la Junte militaire par le général Augusto Pinochet, de créer un "fonds pour éliminer la pauvreté" et destiné à "aider" ceux qui ont de faibles revenus.

Pendant ce temps on a annoncé de nouvelles hausse de prix sur certains autres articles; une augmentation du coût de la vie variant entre 200 et 1,800% a été établie par la Junte. Le journal officiel "Ultimas Noticias" a annoncé dans son édition du 31 décembre que 1974 sera "une année de sacrifices" pour les Chiliens.

L'AIDE DU BRÉSIL

(PL - 18 janvier) Le Brésil est prêt à offrir un soutien économique à la junte militaire fasciste du Chili, selon des déclarations faites à Santiago par le Général Amyr Borges Fortes, directeur de l'entreprise électrique d'Etat du Brésil, Electrobras. Sur la base des "intérêts communs des deux pays", Borges examinera pendant sa visite les meilleures façons d'aider économiquement le Chili, disent les dépêches de la presse chilienne.

L'AIDE MILITAIRE AMÉRICAINE

(PL - 16 janvier) En proportion avec les autres pays d'Amérique latine, c'est le Chili qui possède un des plus gros budgets pour les dépenses militaires. Au cours des trois dernières années, l'aide militaire américaine a totalisé $45 millions et plus de quatre mille officiers chiliens ont été entraînés aux USA.

Il y a quelques jours, une mission de la marine chilienne est passée à Lima, au Pérou, se rendant aux USA pour acquérir des moyens de combat et de l'entraînement. Des informations provenant de Washington ont révélé que 20 jets de combat Skyhawks A-4B, auparavant utilisés dans la guerre du Viet Nam, attendent à l'aéroport de Davis Monthan, Arizona, de partir pour le Chili.

DÉCLARATION DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ONU

(PL - 7 janvier) Lors d'une conférence de presse donnée à Mexico, le secrétaire général de l'ONU. Kurt Waldheim, a qualifié de "lamentable et réellement préoccupant ce qui est en train de se passer au Chili" et il a révélé que "toutes nos pétitions envoyées à ce gouvernement pour qu'il cesse ses actions n'ont pas été écoutées".

Le secrétaire général a recommandé deux formes d'actions en ce qui concerne la situation au Chili: utiliser les canaux diplomatiques, appelant de cette façon le gouvernement "à cesser ses actions actuelles dont nous connaissons les résultats", et les manifestations publiques dont le rôle pourrait être utile pour "mettre fin aux violations constantes des droits humains, entre autres'.

APPUI DES JOURNALISTES VÉNÉZUÉLIENS, MEXICAINS ET ARGENTINS

Les associations venezuelienne et mexicaine de journalistes ont signé une déclaration conjointe et ont décidé de commencer une campagne active en faveur des journalistes chiliens poursuivis ou menacés de mort. D'autre part, l'Association des journalistes de Buenos Aires a demandé l'expulsion immédiate de Leon Vilarin, venu donner une conférence de presse pour justifier le coup d'Etat militaire.

CAMPAGNE POUR SAUVER BAUTISTA VAN SCHOWEN

Dans un document qui a circulé à Buenos Aires, la commission politique du MIR chilien a confirmé sa dénonciation selon laquelle le dirigeant national de cette organisation, Bautista Von Schowen est sauvagement torturé à Santiago par les militaires fascistes qui l'ont arrêté le 14 décembre et sa vie est en danger. Jusqu'à maintenant, la Junte n'a pas publié son arrestation dans le but évident de l'assassiner. L'organisation du MIR appelle à une campagne de solidarité internationale pour retenir la main des tueurs fascistes.

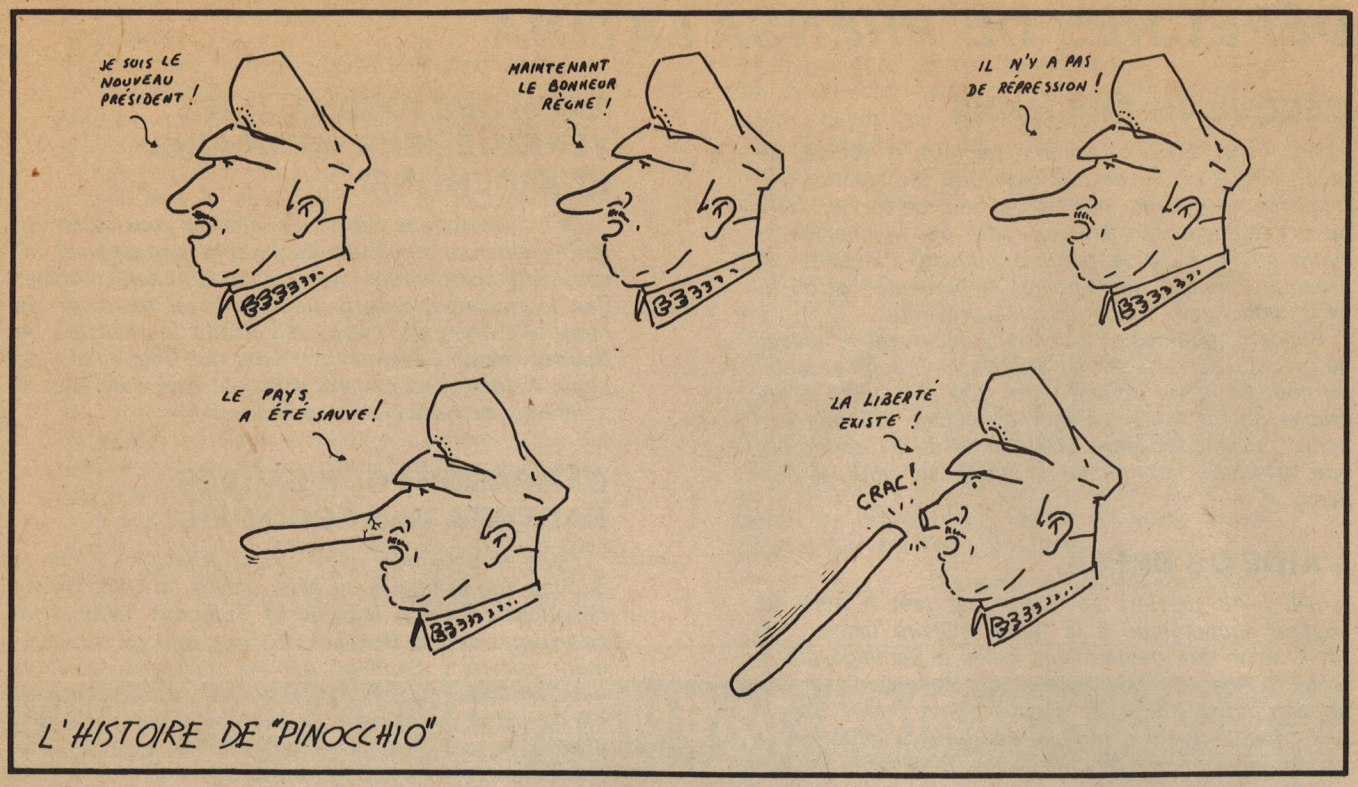
■■■

(PL - 18 janvier) Les brutalités subies à Santiago par l'ex-parlementaire et membre de la Commission politique du Parti socialiste du Chili, Alejandro Jiliberto, ont été dénoncées à Lima par un voyageur chilien.

Après avoir été porté "disparu" pendant 25 jours, Jiliberto a été localisé lundi dernier dans l'hôpital des Forces aériennes (FACH) de Santiago dans un état d'inconscience, avec les os brisés et en danger de mort. Le témoin a signalé que jusqu'à maintenant, le gouvernement militaire n'a pas assumé la responsabilité de la disparition du dirigeant socialiste et n'a pas donné d'explication quant aux tortures auxquelles il a été soumis.

L'ex-député a été arrêté le 20 décembre par le personnel des recherches (police civile) et mis à la disposition de la "Justice militaire" mais les accusations portées contre lui n'ont pas été communiquées à l'opinion publique.

L'épouse du dirigeant socialiste, qui préside une Cour de justice, a présenté une demande de protection en faveur du détenu devant les autorités judiciaires. Le résultat de ces démarches a été la nomination d'un ministre qui s'est présenté sept jours plus tard pour mener une enquête sur l'affaire. Celui-ci ne put voir le prisonnier, sous prétexte qu'il se trouvait "sous la juridiction de la Justice militaire, bien traité et en bonne santé". Le 7 janvier, devant de nouvelles démarches de l'épouse de Jiliberto et des autorités de la Cour d'appel, la police a informé que le détenu avait été libéré quatre jours plus tôt. Cependant, c'est ce même jour qu'il a été découvert à l'hôpital.

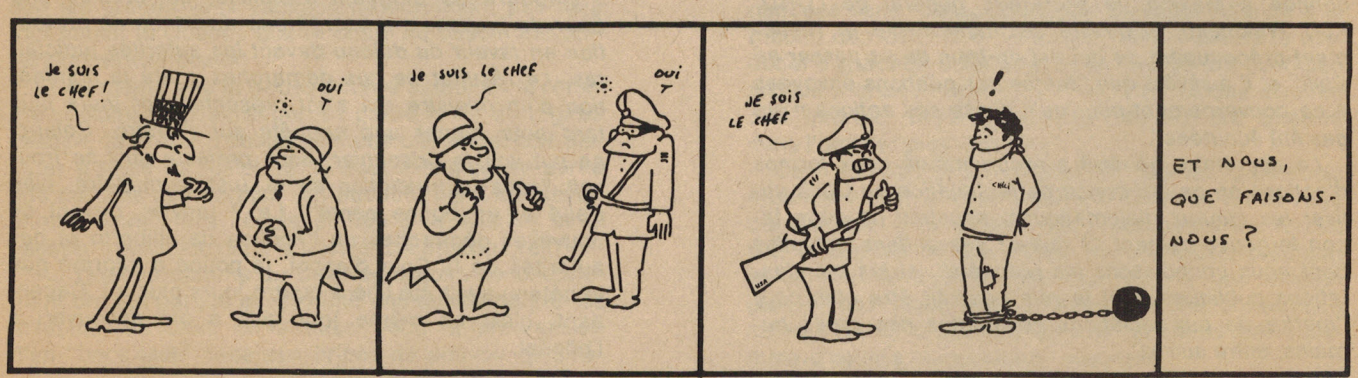


ÉTAT DES MOUVEMENTS CHILIENS

(Chiliens et non-Chiliens, au Chili et ailleurs,
touchés par le coup d'Etat du 11 septembre 1973)

En date du 12 janvier 1974	Chiliens	Non-Chiliens	Total
Demandes reçues	3080	382	3462
Autorisations accordées d'entrées au Canada	382	65	447
Personnes arrivées au Canada	175	47	222
Demandes en cours	2697	171	2868

Ceci comprend:
Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés au Chili (non-Chiliens)
Chiliens à l'Ambassade du Canada
Chiliens au Chili (à l'extérieur de l'Ambassade)
Chiliens de différents pays de l'Amérique Latine
Non-Chiliens de différents pays de l'Amérique Latine
Ce document accompagne une lettre de Mitchell Sharp en date du 23 janvier 74, adressée à Fernand Foisy, secrétaire du Conseil Central de Montréal.



Lettre ouverte à M. Mitchell Sharp, Ministre des Affaires extérieures du Canada.

Monsieur,

C'est sur la place publique que je m'adresse à vous pour la simple raison que vous ne semblez écouter aucun autre argument que celui de la pression publique: en effet, les rencontres avec les représentants de votre ministère à Santiago (les réguliers et les enquêteurs que vous avez envoyés) n'ont jamais rien donné de concret; et il semble bien que les délégations canadiennes qui vous ont rencontré n'ont pu obtenir davantage que l'expression de votre sympathie. Aussi, en vous écrivant ainsi par la voie des journaux, ne puis-je qu'espérer que de nombreux autres concitoyens prendront la plume pour faire de même.

Malgré toutes les déclarations que vous ou M. Andras avez faites, l'aide accordée aux Chiliens en difficulté s'est avérée bien mince à ce jour. Si mince dans certains cas qu'on en est venu à la considérer comme une nuisance: à preuve la lettre que le haut commissariat pour les refugiés des Nations-Unies a envoyée à l'ambassade canadienne, dans laquelle il est expressément demandé au Canada de se retirer du programme d'aide aux refugiés chiliens. Du côté des immigrants, vos propres statistiques doivent vous convaincre que le processus n'est nullement facilité à ceux qui veulent venir s'établir chez nous. Enfin, en ce qui concerne les asilés, je vous renvoie à un extrait de la lettre que je remets ces jours-ci au premier secrétaire de l'ambassade à Santiago.

En comptabilité, on parle de placements à fonds perdus: c'est à peu près l'espoir que je mets dans cette démarche: il faut la faire, mais n'en attendre probablement rien. A moins que vous n'estimiez, toujours en termes de comptabilité, que toute cette affaire soit en train de vous faire perdre des votes; le seul langage que comprennent les politiciens...

Respectueusement
Serge Mongeau
Santiago, le 13 janvier 1974

M. le premier secrétaire, Ambassade du Canada, Santiago, Chili.

Cher monsieur.

Alors que normalement je devrais m'adresser à M. André Ross, ambassadeur du Canada au Chili, je ne vois dans l'obligation de frapper à votre porte. La raison de cette dérogation aux "convenances" est fort simple: les problèmes que j'ai à soumettre à l'ambassade concernent des Chiliens qui sont en danger de mort, et M. Ross nie obstinément qu'un tel danger existe; partant avec un tel préjugé, il est certain que toutes mes requêtes seront rejetées dès leur formulation. Dans la situation que traverse le Chili, la perception de M. Ross des événements est tellement en dehors de la réalité qu'à toutes fins pratique il me faut agir comme s'il n'y avait pas d'ambassadeur en titre qui représente le Canada. Dans les circonstances, je dois donc m'adresser au premier secrétaire de l'ambassade.

Il y a quelques jours, la cinquantaine de Chiliens auxquels l'ambassade canadienne a donné asile ont pris l'avion à destination du Canada. Cet effort consenti après de multiples démarche est apprécié à sa juste valeur: mais il n'est pas surestimé, représentant une assistance minime dans des circonstances où les problèmes ont une ampleur très vaste. Aussi ne faudrait-il pas croire que le rôle du Canada soit terminé: car la répression continue, ce qui automatiquement force de nombreux Chiliens à vouloir quitter le pays, s'ils veulent conserver la vie. Des événements récents, encore ignorés de la plupart, m'amènent à solliciter à nouveau l'asile pour un groupe de Chiliens.

En effet, de trois sources différentes (et fort dignes de confiance) nous avons pu apprendre qu'existait une liste de médecins qui doivent être **fusillés:** on les accuse d'avoir participé au plan Z, cette grotesque réplique de l'incendie du reichstag, alors qu'en réalité on leur en veut pour avoir participé, à titre de responsables, à l'organisation des services de santé publique sous le régime antérieur. Quelques médecins sont déjà tombés entre les mains des militaires: on n'a par exemple aucune nouvelle du Dr Enrique Sepulveda depuis le 2 janvier; le Dr Mario Lagos (dernier ministre de la santé d'Allende) a été emprissé le 3 janvier; le 5 janvier, c'était au tour du Dr Victorino Farga à être arrêté; enfin, le 7 janvier les Dr Taborga et Gustavo Molina étaient appréhendés. Quelques autres qui ont la chance d'avoir un parent dans la hiérarchie militaire ont été prévenus à temps; ou ils étaient absents quand on est allé les chercher. Mais combien de temps encore pourront-ils survivre dans la clandestinité? D'autres personnes, pour d'autres raisons, ont dû également quitter précipitamment leur foyer pour échapper à un sort qui n'a rien d'enviable: elles attendent une occasion pour sortir du pays.

Je devine la réponse que vous vous préparez à me faire: le gouvernement chilien a dit qu'il n'accorderait plus de sauf-conduits aux personnes qui s'asileraient dans les ambassades autres que celles des pays latino-américains. Mais vous savez fort bien que la junte militaire ne peut abolir le droit d'asile par un simple décret: les militaires ne viendraient

donc pas chercher ceux qui trouveraient asile dans l'ambassade. Pour vous ennuyer, ils pourraient retarder quelque peu l'octroi de sauf-conduits, mais un jour — peut-être lors de la signature d'une entente commerciale ou pour toute autre occasion, ils céderaient. Ou encore vous pourriez conclure des arrangements avec des ambassades latino-américaines qui certainement pourraient vous aider à sortir ces gens du pays. **Si vraiment le Canada voulait, il n'y aurait aucun problème insurmontable.** Et croyez-moi, même si la junte ne voulait nullement collaborer: mieux vaut vivre dans une ambassade que de ne pas vivre du tout. Vous y passez bien six ou sept heures par jour...

Voilà donc les problèmes concrets que je voulais vous soumettre: leur caractère d'urgence exige des solutions rapides' **car des vies dépendent de votre réponse.**

Bien à vous,
Serge Mongeau

INFORMATION DIRECTES DU CHILI

Prix:	
Autobus	**E° 35 - presque ½ heure d'ouvrage**
Papier confort hygiénique	**E° 80**
Sucre	**E° 280 (le kg.)**
Cigarettes Hilton	**E° 60 (100 sur le marché noir)**
Café 10 on.	**E° 500**
Pain	**E° 145 - presque 2 heures d'ouvrage) le kg.**
Huile végétale	**E° 460 (le lt.)**
Riz	**E° 480 (le kg)**
Lait	**E° 68 (le lt.)**
Tomates	**E° 200 (le kg)**
Oeufs	**E° 20 chacun**
T.V. grand	**E° 280,000 (plus de 15 mois de salaire minimum)**
Lait Nido 2 kg.	**E° 1,600 (dure deux semaines)**
Farine	**E° 180 (le kg)**
Viandes (filet)	**E° 1,600**
faux-filet	**E° 1,400**
ronde	**E° 1,200**
Melon	**E° 150 à 200 (petits)**
Téléphone publique	**E° 20**
Journal	**E° 100**
Melon d'eau	**E° 500-600**

Allocation familiale E° 1,800 par enfant (nivelation des tarifs), ce qui ne paie même pas le lait "Nido" pour les tout-petis.

Pour ceux qui gagnent moins de E° - 40 soit E° - 9,600 par mois, on leur donne en plus E° - 2,000 par enfant par mois. Salaire minimum: E° - 18,000.

Tarifs Divers:

Visite au médecin E° - 900 à E° - 3,000

Une semaine en colonie de vacances paroissiales pour un couple: E° - 18,000 (c'était 2,500). Un surveillant du gouvernement accompagne les groupes. Ceux qui sont surpris par le couvre-feu paient une amende de E° - 3,000 et une demi-journée de nettoyage de rue.

On charge aux "pobladores" les droits de construction, de démarquation, d'eau, de lumière qui montent de E° - 30,000 à E° - 38,000. On leur exige de payer avant 7 jours sinon on leur ajoute des amendes et l'inflation.

Nouvelles Diverses:

☐ On offre une ambassade au Ministre de l'Intérieur, Oscar Bonilla (général). Il semble être trop compréhensif.

☐ Le service militaire obligatoire est de 3 ans. Ceux qui l'avaient fait les 3 dernières années furent rappelés; très peu se présentent.

☐ Les militaires concèdent 60 passeports par jour, les queues sont de 3 à 4 rues de long.

☐ Les gens disent que Bautista Van Schowen fut assassiné par les militaires après avoir été surpris dans une église.

☐ Les "pobladores" de banlieue qui n'étaient pas partisans d'Allende deviennent de plus en plus contre la Junte. Dans les autobus, les travailleurs manifestent de plus en plus leur mécontentement même s'ils sont susceptibles d'être fait prisonniers par les militaires déguisés qui circulent dans les autobus. De plus en plus on parle en public pour manifester son mécontentement.

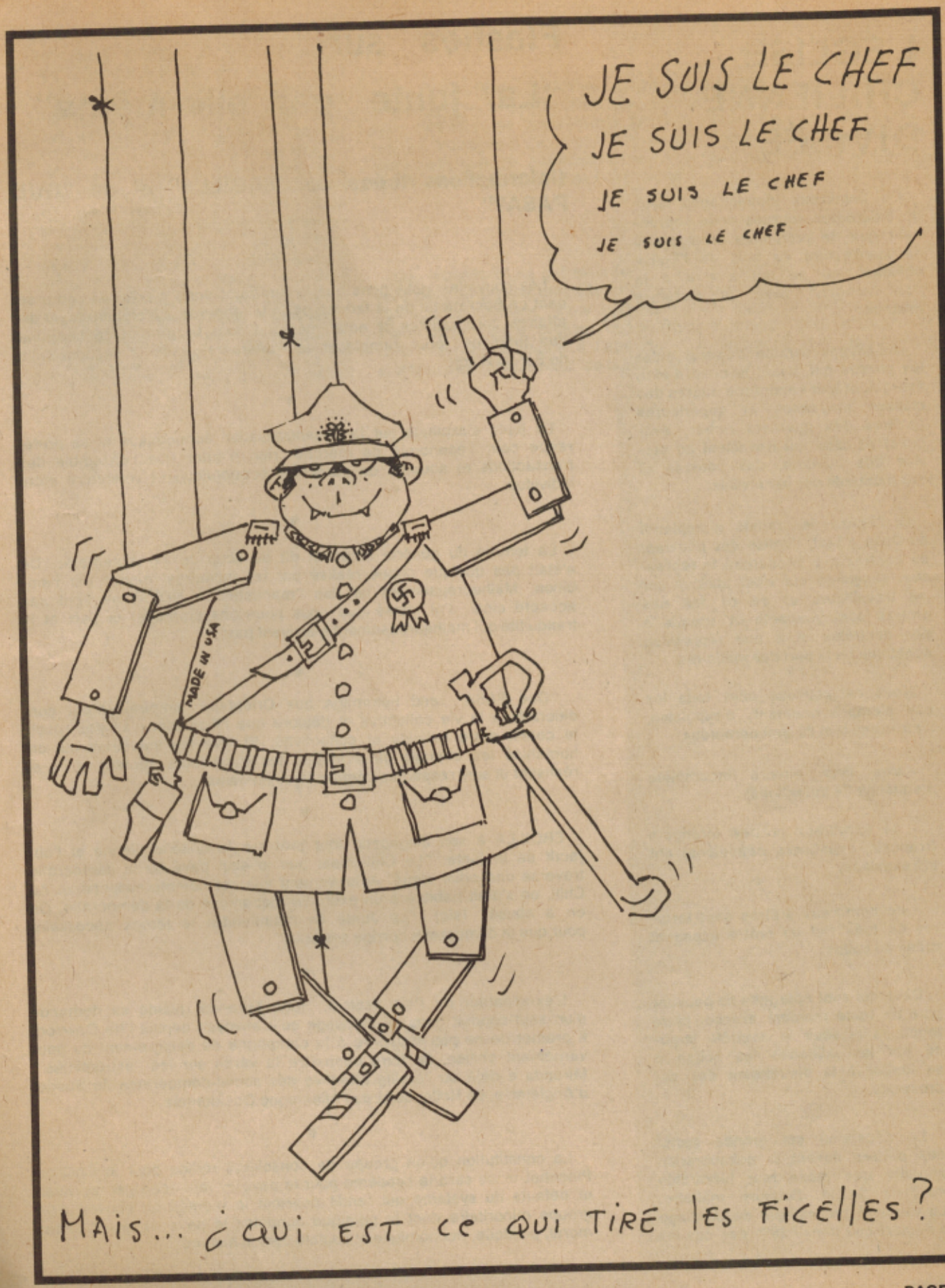
☐ On écoute continuellement la radio sur ondes courtes. Radio Moscou les mardi et vendredi, Radio Habana le mercredi. Volodia Teiltelboim y parle souvent.

☐ Les militaires occupent les meilleures maisons des réfugiés et de ceux qui sont à l'étranger.

☐ Les gens se sont réjouis d'apprendre qu'Altamirano avait réussi à déjouer les militaires pour aller à l'étranger.

☐ Les gens disent que les militaires sont en train de s'enrichir aux dépens des travailleurs et du pays.

☐ On a fouillé au moins 5 fois la maison de Clotario Blest, fondateur de la Cut. On le frappe et on brûle ses livres et documents sur le seuil de sa porte.


JE SUIS LE CHEF
JE SUIS LE CHEF
JE SUIS LE CHEF
JE SUIS LE CHEF
MADE IN USA
MAIS... ¿QUI EST CE QUI TIRE LES FICELLES?

L'ÉGLISE CHILIENNE DIVISÉE

De nombreux témoignages issus de différentes sources nous apprennent que de profondes divergences se manifestent au sein de l'Eglise chilienne en ce qui a trait à la "collaboration" avec la dictature militaire.

Un clivage semble s'opérer entre les prêtres qui, avant le coup d'état, exerçaient leur sacerdoce auprès des classes moyennes et supérieures (prêtres des quartiers riches, évêques) et ceux qui travaillent au service des ouvriers, des pauvres et des habitants des bidonvilles.

Si l'Eglise des riches a applaudi au Coup d'Etat, l'Eglise des pauvres, au contraire, a condamné la repression sanglante qui s'est abattue sur les travailleurs et de ce fait ses prêtres sont suspects et soumis à des contrôles et à une répression constante de la part des militaires.

Nous ne pouvons citer tous les cas d'emprisonnement, d'expulsion, de tortures tant ils sont nombreux:

- une liste encore incomplète mentionne 34 détentions;

- de nombreux prêtres étrangers (français, espagnols, canadiens) ont été expulsés;

- de nombreux prêtres sont torturés ou tués (tel ce prêtre espagnol criblé de balles).

Ceux qui sont épargnés ne peuvent plus de toute manière exercer leurs fonctions puisque le contrôle imposé par les militaires les oblige à se limiter à la distribution des sacrements.

La déception est grande parmi ces prêtres devant la collaboration éhontée que mène leur hiérarchie vis-à-vis de la dictature militaire. Le cardinal archevêque de Santiago a déclaré que dans "99% des cas les

Flashes sur "La junte par elle-même"

(informations tirées de "ERCILLA" et de "QUE PASA?"

Les nouvelles institutions que la junte chilienne a prévues comprennent un Secrétariat de la femme et de la jeunesse, un Département des affaires corporatistes et notamment un sous-secrétariat de coordination juridique (pour remplacer le Parlement) sous la responsabilité de Sergio Rillon.

•

La junte s'explique sur la décentralisation économique et sa préférence pour l'économie de marché: rien d'autre que l'ensemble des transactions et accords de caractère économique et volontaire entre individus.

•

La femme du général Pinochet dit du coup du 11 septembre: "Ce n'était pas quelque chose réalisé par les militaires, motivé par l'ambition. Malheureusement ils (les "marxistes" - NDLR) ne l'ont pas accepté ainsi. J'ai pensé que nous pourrions emmener la paix et la tranquilité qui malheureusement n'arrivent pas".

•

"Que PASA" rend hommage aux Orientaux "admirablement conditionnés à la vie collective et déplore que l'Occident n'ait pas résolu le conflit entre individu et collectivité. Et vive les industries qui ont humanisé les chaines de montage: les travailleurs sentent qu'ils se réalisent et sont respectés comme êtres humains"...

•

ERCILLA a son diagnostic tout prêt sur la crise chilienne et l'objectif de la junte: "Le Chili n'est pas le seul pays où la démocratie traverse une crise aiguë. Actuellement elle est comme suspendue. Au Chili, on s'était habitué à un exercice mécanique de la démocratie. On en a abusé" (sic). "La Junte se maintiendra le temps nécessaire pour que la démocratie corrige ses abus".

•

L'ex-sénateur du Parti radical, Hugo Miranda, plaide sa demande d'un sauf-conduit dans un message qu'il envoyait depuis l'île Dawson: il promet de ne pas souscrire à la campagne de dénigrement du gouvernement chilien, de faire connaître la vérité sur les "extrémistes". Miranda a déjà eu l'oreille attentive des social-démocrates de Suède, d'Angleterre, de Hollande et de l'Allemagne Occidentale.

•

La constitution qu'un groupe de conseillers rédige pour le Chili de Pinochet — ce sera la septième pour le pays — veut "corriger les vices et défauts du système qui rendit possible la montée au pouvoir d'un groupe minoritaire dont la politique conduisit le pays au grand chaos moral, politique, économique et sociale de son histoire".

militaires étaient justifiés de ce qu'ils ont fait aux prêtres".

Ce même cardinal qui se déclare apolitique a affirmé que "les prêtres et les religieux qui sont sympathiques au marxisme doivent quitter le pays car ils vont mettre le pays dans une situation difficile". Sa position politique ne laissant plus aucun doute on comprend qu'il encourage les religieux à imiter les quatre évêques qui ont offert leurs anneaux à la Junte pour la "reconstruction du Chili", et qu'il admette que la dénonciation "dans les cas évidents" soit digne d'un chrétien.

•

Quatre dirigeants syndicaux chiliens ont donné une conférence de presse où ils ont annoncé le regroupement d'une dizaine d'avocats pour défendre les travailleurs: "c'est la mode d'accuser d'extrémisme les travailleurs pour pouvoir les congédier". Le groupe réclame également que les travailleurs aient voix au chapitre dans la dimension du futur "statut social de l'entreprise".

•

Des extraits d'une entrevue faite à Miguel Enriquez, du MIR, paraissent dans la presse officielle chilienne — peut-être pour confirmer les "classes dominantes" dans la hantise d'une perte de leurs privilèges. Dans cette même presse, on dit qu'une image "préfabriquée" du Chili déforme la réalité à l'étranger, par le truchement de rumeurs et d'histoires "truculentes" de boucherie...